VIIe ANNÉE. -- N° 4. L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. 28 JANVIER 1878.

PRIX D'ABONNEMENT
POUR LA SUISSE:

Un an . . . . fr. 8»—
Six mois . . . » 4»—

Les abonnements pris auprès des bureaux de poste paient une surtaxe de 20 centimes.

BULLETIN

DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

de l'Association internationale des Travailleurs

Paraissant tous les Lundis.

PRIX D'ABONNEMENT
POUR L'EXTÉRIEUR:

Un an. . . . fr. 10»60
Six mois. . . » 5»30

POUR L'ALLEMAGNE:
On s'abonne par l'intermédiaire des bureaux de poste, au prix de fr. 8»20 pour un an; fr. 4»20 pour six mois.

Administration du *Bulletin de la Fédération jurassienne:* Chaux-de-Fonds (canton de Neuchâtel, Suisse).

Nous recevons de Londres, par l'intermédiaire du citoyen Theisz, la pièce suivante, que nous recommandons à l'attention de nos lecteurs:

TOMBOLA
au profit des
Condamnés Politiques à la Nouvelle Calédonie

CITOYENS,

Le tirage de la tombola organisée à Londres, aura lieu le mardi 16 avril 1878, à une heure après midi, dans Princess's Concert Room, Co-operative Institute, 55, Castle Street, Oxford Street.

La liste des numéros gagnants sera publiée dans le *Daily Telegraph* du 23 avril, et envoyée à nos correspondants hors de l'Angleterre.

Tous les numéros non sortis donnent droit à un dessin, souvenir de la tombola, composé spécialement par un de nos meilleurs artistes.

Le nombre des lots est de plus de 1,400, représentant une valeur de 25,000 francs.

Les lots se composent de *Peintures* par Courbet, Mallet, Bazin, Montbars, Dupuis, Louchard, etc.; de *Sculptures* par Chapu, Maillet, Brisson; *d'Eaufortes* par Legros, Daubigny, Charbonel, Mallet, Flameng, Yon, etc.; de Céramiques, Bronzes, Terre-cuites, Aquarelles, Chromo-lithographies, Photographies, Bijouterie, Montres en or et argent, etc., etc.; et *d'Œuvres littéraires* avec dédicace par Victor Hugo, Karl Marx, Taylor, M. P., Yves Guyot, Léon Cladel.

L'exposition des lots a eu lieu en Novembre et Décembre 1877, Rathbone Place, 16.

Le nombre des billets est fixé à 60,000.

Le prix du billet est de 1 franc.

Nous prions tous les citoyens sympathiques à notre œuvre de nous aider à en assurer le succès en faisant une propagande active pour le placement des billets.

LA COMMISSION:

A. LEDUC, 2, Mincing Lane, E. C.
E. POUTREL, 45. Drummond Crescent, Euston Square.
F. PRIVE, 31, Wells Street, Oxford Street, W
V. RICHARD (Tresorier), 67. Charlotte Street, Fitzroy Square, W.
E. SEVIN, 218. Vauxhall Bridge Road, Pimlico.
A. THEISZ (Secretaire Correspondant), 36, Charlotte Street, Fitzroy Square. W.

On trouve des billets chez tous les membres de la Commission. — En Suisse on peut s'en procurer en s'adressant à L. PINDY, Boulevard Citadelle 1, Chaux-de-Fonds, ou à P. JEALLOT, Charrière 18, Chaux-de-Fonds, qui les expédieront contre remboursement aux personnes qui leur en feront la demande.

Un groupe bruxellois a publié dernièrement une pièce intitulée *Manifeste du parti socialiste brabançon*. Ce document, qui porte les signatures de César De Paepe et d'Eugène Steens, engage les socialistes de la Belgique « à se constituer en parti politique belge sur le terrain légal et constitutionnel. »

« En nous constituant en parti politique, disent les auteurs du Manifeste, nous voulons faire usage de tous les droits et de toutes les libertés que la Constitution nous accorde en tant que citoyens belges, pour conquérir, à l'aide de ces droits et de ces libertés constitutionnelles, tous les droits civils, politiques, économiques et sociaux qui manquent au plus grand nombre d'entre nous....

« Quant à nos moyens d'action, nous ferons usage des meetings, des manifestations publiques, du pétitionnement en masse, et aussi, dans la mesure du possible, de l'agitation électorale. A ce dernier égard, aussi longtemps que le droit de suffrage ne sera pas accordé à tous, le parti socialiste belge n'aura pas toute la puissance qui lui revient; néanmoins, comme beaucoup de socialistes sont électeurs, nous les engageons à se compter, à se concerter, et, lors des élections à la commune, à la province et à la législature, à ne porter leur vote que sur des candidats socialistes, ou, pour le moins, sur des candidats suffisamment amis du progrès social pour s'engager à appuyer les réformes actuelles et pratiques que nous réclamons et à dénoncer les griefs dont nous sommes en droit d'exiger le redressement immédiat. »

Il y a quelques semaines, le citoyen Louis Bertrand, de Bruxelles, déclarait, dans une lettre qu'il nous adressait et que nous avons publiée, que ses amis et lui étaient des *opportunistes*. Il disait vrai, et le document d'où nous venons d'extraire les lignes ci-dessus en fournit la preuve.

En Allemagne, où l'on vote, on ne vote au moins que pour des candidats socialistes. Les opportunistes brabançons se contentent à moins: ils voteront pour les candidats des autres partis, à la seule condition (fort élastique) que ces candidats leur paraissent « suffisamment amis du progrès social. »

Nous doutons que les idées dont MM. De Paepe et Steens viennent de se constituer les champions, trouvent beaucoup d'adhérents dans les populations wallonnes. Le *Mirabeau*, organe des sociétés ouvrières de la Belgique française, tient haut et ferme le drapeau du socialisme révolutionnaire, et les articles qu'il a publiés dans ses derniers numéros, entr'autres dans celui du 20 courant, sont une excellente réponse aux partisans de l'Etat ouvrier et du socialisme légal et constitutionnel.

Au moment de mettre sous presse nous recevons du citoyen G. Lefrançais une lettre que nous publierons dans notre prochain numéro.

Nouvelles de l'Extérieur.

France.

Nous avons déjà exprimé notre conviction, basée sur une observation attentive de la ligne de conduite suivie par M. Gambetta, que ce personnage est devenu un agent de l'orléanisme. La presse parisienne s'occupe en ce moment de bruits très accrédités, selon lesquels le duc d'Aumale serait prochainement nommé gouverneur de Paris, puis commandant général de l'armée, en attendant d'être élu en 1880 président de la république, *grâce au concours que M. Gambetta lui a promis.*

Voici une anecdote significative, que le correspondant parisien du *Journal de Genève* raconte à l'honneur de ce même Gambetta:

« De grands industriels d'une ville de province, gens *ultra-conservateurs* et assez

portés à regarder le chef des gauches comme la personnification de la révolution, sont venus le trouver à propos de la suppression de l'impôt sur les savons. M. Gambetta les reçut, et après avoir causé de l'objet qui les amenait, leur raconta à son tour son voyage en Italie. Les éloges qu'il donna à la monarchie de ce pays les surprirent un peu : « Quoi ! dirent-ils, vous ne pensez donc pas que la république va s'y établir ? — Pas le moins du monde : je ne le pense *ni ne le désire;* chaque nation a son génie : l'établissement de la république au-delà des Alpes rendrait d'abord l'essor à toutes les prétentions princières et cléricales du particularisme ; *mais surtout cette agitation voisine ne pourrait manquer d'influer sur nous, qui avons besoin de calme, de sagesse, et de conservation en même temps que de progrès.* » Les interlocuteurs se sont retirés *enchantés, ravis, conquis.* »

—

Nous avions mentionné, dans notre numéro du 16 décembre, une conférence « socialiste » donnée à Paris par un certain Elisée Chartier, dans laquelle ce Monsieur avait fait l'éloge du mouvement ouvrier d'Allemagne, en engageant les ouvriers parisiens à l'imiter. Un de nos amis l'avait réfuté aux applaudissements de l'auditoire.

Or, il se trouve aujourd'hui que le dit Chartier était un mouchard, chargé par la préfecture de police « de surveiller les Chambres syndicales. » Il l'a reconnu lui-même dans une lettre publique, dont toute la presse parisienne s'est occupée.

Jusque-là rien de bien extraordinaire. Mais voici du plus intéressant.

M. Chartier était un des *reporters* du *Réveil*, journal radical de Paris. Et après être entré au service de la police, *il vint proposer à son rédacteur en chef, M. Armand Duportal, de s'enrôler comme lui parmi les agents de la préfecture.*

Une pareille proposition, semble-t-il, ne pouvait être accueillie que par un coup de pied destiné à montrer à son auteur le chemin de la porte. Eh bien, pas du tout. M. Duportal demanda une nuit de réflexions ; et ce fut seulement lorsqu'il eut appris « que les confidences d'Elisée Chartier couraient les tables du café de Madrid », qu'il se décida à « livrer le par trop communicatif Elisée à l'indignation de ses collaborateurs du *Réveil.* »

Voilà ce qu'on peut lire en toutes lettres dans le *Réveil* du 18 nivôse an 86 (18 janvier 1878, vieux style), sous la signature de M. Armand Duportal lui-même.

Donc, le rédacteur d'un journal radical intransigeant, dans lequel écrivent MM. Henri Rochefort et Jules Guesde, a cru pouvoir, sans déroger à sa dignité, écouter les propositions d'un mouchard et « l'ajourner au lendemain sans lui dire ni oui ni non » (textuel). Et le lendemain, quel est le langage que tient M. Duportal à l'agent de police ? Il lui reproche d'avoir bavardé ! ! « Nous lui en fîmes l'observation, et il promit d'être plus discret. » Recommandation inutile. « Le surlendemain, c'était devenu, comme on dit, le secret de la comédie. » Sur quoi, M. Duportal rompt enfin les négociations.

On se demande si l'on rêve en lisant des choses pareilles.

—

C'est aujourd'hui que doit s'ouvrir à Lyon le Congrès ouvrier.

—

L'administration française est quelque chose de si absurde et de si répulsif, qu'en la jugeant le *Times* lui-même se sent devenir anarchiste. En effet, voici ce qu'il écrivait dernièrement à propos de la France :

« A peine arrivé dans son département, chaque préfet se met immédiatement à défaire l'œuvre de son prédécesseur, en attendant qu'un autre vienne bouleverser la sienne, et ainsi de suite : jusqu'à ce que la nation, fatiguée de cette administration *katéidoscopique,* s'aperçoive que le meilleur moyen d'être gouvernée est de se débarrasser de ces personnages inutiles qui enraient les affaires au lieu de les faciliter, qui constituent une classe particulière de citoyens au sein d'une population laborieuse, et dont toute l'ambition paraît se réduire à vivre au-dessus et aux dépens des autres. »

Pas mal, n'est-ce-pas, pour un organe de la bourgeoisie anglaise ? Vraiment, le *Times* est plus avancé, sur ce chapitre, que certaine école allemande que nous appellerons désormais le *socialisme bureaucratique.*

Italie.

Quel avenir réserve à l'Italie le changement de règne subit qui vient d'avoir lieu ? La parole de Mazzini, qui disait jadis à M. Crispi : « Vous serez le dernier ministre de la monarchie italienne », se réalisera-t-elle ?

Cela dépendra des ouvriers et des paysans, car les républicains bourgeois semblent décidément avoir abdiqué. La municipalité républicaine de Rimini (Romagne) a su garder, dans le concert de jérémiades auquel a donné lieu la mort de Victor-Emmanuel, une attitude digne : elle a refusé de voter un télégramme de condoléances au nouveau roi Humbert ; et, contrainte de faire fermer les théâtres, elle a déclaré que c'était *par ordre de la police.*

La municipalité de Forli a eu une attitude aussi énergique.

Bien différente a été la conduite du journal soi-disant « républicain socialiste » la *Spira*, qui se publie à Naples. Cet organe, rédigé par des députés et des candidats à la députation — des admirateurs du socialisme allemand — a consacré à Victor-Emmanuel un article commençant en ces termes : « Le roi est mort. Nous républicains, adversaires du principe monarchique, *nous sentons le devoir de déplorer profondément et avec loyauté la disparition inattendue d'un homme qui a eu une si grande part dans les destinées de l'Italie.* »

Jolis républicains ! jolis socialistes ! M. Gambetta n'aurait pas dit mieux !

Russie.

(Fin du discours du socialiste Mischkine.)

Le Président. Je vous prie de ne pas employer de pareilles expressions.

Myschkine. Je dis seulement que ces mouvements n'ont pas été provoqués d'une manière artificielle. En étudiant les mouvements de la jeunesse instruite, nous observons avant tout ce fait significatif, qu'ils sont toujours accompagnés de mouvements analogues au milieu du peuple et ne représentent, pour ainsi dire, que l'écho de ces derniers ; de manière que les mouvements du peuple et ceux de la jeunesse instruite forment deux courants parallèles, tendant à se réunir dans un lit commun, en détruisant la digue qui les a séparés pendant des siècles ; cette digue, c'est la différence entre la jeunesse instruite et le peuple, différence produite par des siècles d'éloignement entre ces deux éléments. Le premier mouvement de la jeunesse instruite qui a commencé en 1861, n'a été que l'écho de ce puissant mouvement populaire qui avait éclaté à la suite de l'abolition du servage, parce que le peuple ne voulut pas de cet affranchissement fictif. Ce mouvement fut la base de la formation du parti socialiste révolutionnaire. Plus tard, vers la fin du terme décennal après l'abolition du servage, des bruits constants circulaient dans le peuple que les paiements pour l'appropriation du sol seraient diminués et même abolis ; quoique ces bruits n'aient pas provoqué, cette fois, comme après 1861, des révoltes nombreuses, ils ont entretenu, néanmoins dans le peuple une certaine agitation, et comme écho de cette agitation nous avons vu paraître un mouvement de la jeunesse instruite qui eut pour issue le procès dit de Netschaïeff. Enfin à l'heure qu'il est, l'appauvrissement du peuple, épuisé par des impôts et des contributions énormes, est devenu tel, qu'il faut être complétement sourd pour ne pas entendre les murmures populaires. Ce sont ces murmures qui ont provoqué le mouvement de 1873-75, qui représente ainsi la dernière phase du développement du parti socialiste révolutionnaire. Ce lien que j'ai démontré tout à l'heure et qui existe incontestablement entre les mouvements révolutionnaires de la jeunesse instruite et ceux du peuple, a pu facilement échapper à l'attention du public par cette simple raison que, grâce à cette fameuse publicité qui existe en Russie, on ne met sous les yeux de notre public, que des faits de peu d'importance ; pour tout ce qui concerne les faits importants de la vie populaire, on garde un silence systématique, ou bien on les dénature non moins systématiquement ; les révoltes des paysans, par exemple, qui ont eu lieu après 1861, ne sont connues de notre public que par ouï-dire...

A ces mots, Myschkine est interrompu par le président, qui lui défend de continuer de parler sur ce sujet ; Myschkine veut parler quand même ; alors, sur l'ordre du président, quelques gendarmes se précipitent sur lui ; l'un d'entre eux lui ferme la bouche avec la main, et on l'entraîne vers la porte. Après son éloignement, le tribunal déclare que Myschkine ne pourra plus assister aux séances et qu'il sera jugé par contumace.

—

Le turcophile *Vorwärts* de Leipzig prétend, dans son n° du 18 courant, que le point de vue qu'il soutient dans la question d'Orient (1) est celui de tous les socialistes, y compris les socialistes russes. « Avec ces derniers, dit-il, nous nous trouvons en parfait accord, à l'exception, bien entendu, de ceux qui donnent dans les billevesées bakounistes et panslavistes (im bakunistisch-panslavistischen Quark) et qui par conséquent ne sont que des blagueurs de socialisme (Maul-Socialisten). »

Ainsi, tous les socialistes russes qui ne partagent pas les opinions du *Vorwärts* et qui sympathisent avec les théories de Bakounine, sont des blagueurs, des *Maul-Socialisten !*

Les condamnés du procès de Moscou, ces héroïques jeunes filles, ces paysans qui ont

(1) Ce point de vue consiste à vanter les mérites du gouvernement turc et de la fameuse *constitution* que celui-ci a octroyée à ses sujets, et à affirmer que les Turcs l'emportent de beaucoup sur les Slaves en intelligence et en civilisation.

tenu un si fier langage devant le tribunal — *Maul Socialisten!*

Ces hommes énergiques — nous n'en nommerons qu'un, Pierre Krapotkine — qui avaient créé la vaste organisation de propagande dont la découverte a fait trembler le gouvernement russe — *Maul-Socialisten!*

Ces prisonniers qu'on juge à cette heure à Pétersbourg, Voïnaralsky, Kovalik, Sajine, Myschkine, et tant d'autres, qui sont comme le fut Bakounine des ennemis de l'Etat — *Maul-Socialisten!*

L'insulte — l'insulte aux proscrits et aux martyrs de la cause révolutionnaire — voilà les arguments du *Vorwärts*. Est-il possible que ce journal représente réellement la pensée des socialistes allemands? Nous ne pouvons nous résoudre à l'admettre, et nous espérons que bientôt d'autres voix s'élèveront en Allemagne pour parler un langage plus digne et faire connaître les véritables sentiments des travailleurs de ce pays.

Belgique.

Faute de place, nous renvoyons au prochain numéro une correspondance de ce pays, donnant des détails sur le Congrès tenu à Bruxelles les 25 et 26 décembre dernier.

Allemagne.

Notre correspondant de Leipzig nous écrit:

« Je vous ai parlé des tracasseries de tout genre auxquelles sont en butte, en Allemagne, les socialistes anarchistes, de la part des personnages officiels du parti des *Social-Demokraten*. Dernièrement l'un de ces derniers disait: « Je n'admets pas qu'un homme qui court le danger d'être pris par la police et de faire un an de prison, ose venir en Allemagne pour y faire de la propagande révolutionnaire. Que faut-il donc croire d'un homme qui parle de révolution dans les assemblées populaires? un tel homme ne peut être qu'un agent de la police. » Voilà les raisonnements de ces Messieurs: si quelqu'un, au péril de sa liberté, fait de la propagande plus énergique et plus sérieuse que la leur, vite on le traite de mouchard. Ce sont exactement les procédés qu'employaient les Jules Favre et les Garnier-Pagès, sous l'Empire, contre les socialistes internationaux de Paris.

En octobre dernier, un de nos compagnons a parlé comme conférencier devant une assemblée populaire, sur ce sujet: « Le Congrès de Gand et les principes anarchistes. » Il s'agissait de réfuter les erreurs volontaires de M. Liebknecht, qui dans ses divers rapports écrits et oraux, avait prétendu que les anarchistes « ignorants » et « phraseurs, » avec leurs idées puériles, » avaient été complétement battus par la « grande majorité » à Gand. Or, dans une réunion des *Social-Demokraten*, qui eut lieu la veille de la conférence, on discuta sérieusement pour savoir « si on laisserait parler un anarchiste qui était venu à Leipzig pour détruire l'organisation du grand parti démocrate-socialiste, » pour attaquer « nos salutaires institutions, » pour « importer de *l'étranger* les funestes idées anarchiques. » Un orateur, rédacteur d'un petit journal du parti, dit à la tribune en propres termes: « Nous avons ici la force, et nous ne tolérerons pas que quelqu'un vienne tenir, comme socialiste, un langage différent du nôtre. » La majorité aurait sans doute voté dans ce sens; mais comme il était minuit, la réunion dut se séparer sans avoir pris de décision. Le lendemain, la conférence annoncée eut lieu: notre compagnon put parler sans être interrompu, et développa le programme anarchiste dans toutes ses conséquences. Lorsqu'il eut fini il y eut un profond silence qui dura plusieurs minutes; enfin un de nos adversaires prit la parole pour répéter les reproches cent fois réédités et cent fois refutés, contre l'organisation sociale telle que l'entendent les anti-autoritaires. Un autre de nos compagnons profita de l'occasion pour démontrer, par des exemples tirés de l'organisation même du parti des *Social-Demokraten* les inconvénients inévitables de toute organisation centralisée et autoritaire. Des accusations ayant été lancées contre les auteurs de la manifestation de Notre-Dame-de-Kasan, et des mouvements du Bénévent et d'Espagne, le conférencier développa nos idées sur la propagande par le fait. L'assemblée, que cette discussion avait un peu remuée, comprit enfin que notre manière de voir est toute différente de ce qu'on avait fait croire jusqu'alors aux ouvriers allemands à notre sujet: aussi plusieurs ouvriers nous ont dit ensuite qu'ils sont complétement convaincus que la propagande par le fait doit être pratiquée partout où les circonstances le permettent.

Je ne dois pas oublier de vous raconter un fait significatif. Le conférencier avait demandé ce qu'on ferait dans le *Volksstaat* (République à la façon des socialistes autoritaires), si une province ou toute une région déclarait qu'elle ne veut pas se soumettre au vote rendu par une majorité. M. Ludwig Werner — le même journaliste qui ne voulait pas permettre qu'un anarchiste venu de *l'étranger* parlât à Leipzig — répondit qu'on forcerait, *au moyen de l'armée*, ce territoire à « se soumettre » à la volonté de la majorité (1). Ainsi, contre l'individu isolé, « *notre* police publique et secrète; » contre une province, l'armée: voilà les moyens d'action de Messieurs les socialistes *scientifiques!*

En décembre, les *Social-Demokraten* ont convoqué une assemblée populaire pour recommander aux ouvriers de prendre part aux élections pour le Conseil des prudhommes (*Gewerbe-Schiedsgericht*). Il y eut un temps où ces mêmes *Social-Demokraten* combattaient cette institution et la déclaraient incapable de rien produire d'avantageux pour les ouvriers; mais aujourd'hui qu'on prend part même aux élections des anciens d'église (*Kirchenrath*), il faut bien aller voter aussi pour les prudhommes. Un de nos compagnons (*Emile Werner*) prit la parole dans cette assemblée, pour démontrer aux ouvriers présents — au nombre d'environ 2000 — la contradiction entre les théories et les actes des *Social-Demokraten* et conclut en proposant une résolution conçue à peu près en ces termes:

« Considérant que les Conseils de prudhommes sont une conséquence de la théorie bourgeoise de l'harmonie entre le capital et le travail; que tous les différends existants aujourd'hui ont leur source dans le système de production capitaliste qui repose sur l'exploitation de l'homme par l'homme, l'assemblée déclare que des ouvriers qui réfléchissent ne doivent pas prendre part à de pareilles tentatives, mais doivent travailler de toutes leurs forces à amener le plus vite possible l'abolition complète du système capitaliste. »

(1) M. Greulich avait dit la même chose à Gand.

Mais MM. les *Social-Demokraten*, effrayés des applaudissements que l'assemblée presque toute entière avait accordés à l'orateur anarchiste, montèrent à la tribune pour le combattre. L'un d'eux, M. Kamm, déclara qu'il ne s'agissait pas de discuter la question de la propriété, mais celle des élections, et il recommanda vivement d'aller voter. En outre, dit-il, je n'admets pas que la bourgeoisie soit aussi immorale que l'a prétendu l'orateur anarchiste; je sais qu'il y a dans la bourgeoisie beaucoup de *braves gens* (malheureusement ces *braves gens* sont en général les plus mauvais pour leurs ouvriers. *Réd.*). Un autre, M. Nauert, candidat non élu au Reichstag, dit que le discours de Werner constituait une impardonnable provocation, qu'on ne doit pas tenir un langage pareillement révolutionnaire; il faut aller « nur immer *piano*, nur immer langsam » (toujours piano, toujours lentement), et non pas radicalement comme le voudraient ces anarchistes qui depuis quelque temps cherchent à jeter le trouble parmi les paisibles travailleurs de Leipzig.

Beaucoup d'ouvriers nous ont exprimé l'indignation que leur a causé le langage de ces deux soi-disant socialistes. Néanmoins la résolution de Werner fut rejetée par les deux tiers environ des personnes présentes.

Naturellement, ni la presse bourgeoise, ni celle des *Social-Demokraten* n'ont parlé jusqu'ici de la propagande faite par les anarchistes à Leipzig; on use à notre égard du procédé qu'on appelle *todtschweigen* (tuer par le silence). Cela ne nous empêchera pas de continuer, et de faire pénétrer peu à peu parmi les ouvriers allemands des idées plus larges et plus véritablement socialistes que celles que leur ont prêchées jusqu'à présent les orateurs officiels du socialisme bureaucratique. »

—

La lettre de Munich, que nous avons annoncée, paraîtra dans notre prochain numéro.

Fédération jurassienne.

Dans le vote populaire du 13 janvier au sujet de la révision de la constitution du canton de Berne — vote qui a abouti au rejet de la proposition de révision — il n'y a eu que 40,000 votants, juste la moitié moins que lors de la révision fédérale. Ce chiffre énorme d'abstentions et le peu de voix favorables à la révision, sont mis par les journaux libéraux sur le compte d'une déplorable indifférence; mais il y a d'autres causes: le mécontentement du peuple est plus profond qu'on ne le pense généralement: il commence à voir que malgré tous les grands conseillers et les nouvelles lois, la situation empire toujours. Depuis la révision fédérale surtout, beaucoup sont dégoûtés: on avait promis aux gens plus de beurre que de pain, et pourtant les impôts, les charges publiques augmentent toujours.

Un fait caractéristique, c'est qu'à St-Imier il y avait eu 800 pétitionnaires pour la révision, et que le 13 janvier il n'y a eu que 600 votants.

—

Sonvillier. On nous écrit de ce village, en date du 14 janvier (1):

« Vendredi dernier, par un froid des plus intenses, l'on voyait s'acheminer vers l'école

(1) Cette correspondance n'a pu être insérée plus tôt, faute de place.

de Sonvillier bon nombre de petits êtres, à la figure bleuie, au col nu, les jambes battantes dans un pantalon qui avait certainement appartenu au père et auquel la main inhabile de la femme de ménage avait coupé les canons pour l'approprier à la taille du petit: quant aux souliers, on peut se figurer ce qu'ils étaient. Ces pauvres petits allaient réciter quelques réponses de catéchisme, pour éviter à leurs parents une promenade à Courtelary. — Le même jour avait lieu une réunion de la *Société d'Utilité publique!!!* Comme de juste, on s'attendait à voir sortir des délibérations d'une société qui prend ce titre plein de promesses, quelques bonnes résolutions pour aider ce peuple que l'on aime tant. Erreur! la discussion n'a guère roulé que sur « l'utilité » de supprimer.... quoi? — eh bien, de supprimer l'omnibus qui dessert la gare!

« Ah! ces Messieurs les bourgeois, quel zèle pour le bien public, quelle initiative!

« Comme vous le savez déjà, nos libéraux ont fait un superbe fiasco avec le vote de dimanche. L'on n'avait pourtant rien négligé: à St-Imier, cortége le matin, cortége après-midi, musique et tambours, rien n'y manquait. Mais toute cette réclame n'a servi à rien; le peuple a compris que la marchandise était trop prônée pour être bonne. »

B.

—

Neuchâtel. On nous écrit:

Il existe dans notre ville une institution fondée par quelques grandes dames, sous le nom d'*ouvroir*; on y donne du travail de couture à des ouvrières ou à d'autres personnes de la classe pauvre. Dernièrement, la *Feuille d'avis* de Neuchâtel contenait un appel destiné à recommander au public charitable les couturières de cet ouvroir; les *dames* du comité y parlaient de leurs protégées, en disant aristocratiquement: « nos femmes. » — *Nos femmes!* comme cela fait bien! *Femmes*, d'abord, parce que les dites couturières ne sont pas des *dames*, et qu'il faut marquer soigneusement la démarcation entre les castes; et *nos*, parce que ces « femmes », à qui *nous* fournissons du travail, ne s'appartiennent plus, mais sont devenues *nos* esclaves et *notre* propriété.

O charité évangélique!

Vous savez qu'il se fait en ce moment une souscription *nationale* pour ériger une statue au général Dufour. La même *Feuille d'avis* a annoncé que des membres du comité local se rendraient *à domicile* pour faire la quête; et en effet, ils ont fait une tournée dans toutes les maisons de Neuchâtel. Sous cette pression morale, bien des gens qui se souciaient fort peu du général Dufour, ont donné néanmoins leur pièce de 50 centimes. (chiffre maximum admis pour les souscriptions); combien en est-il qui aient, lorsqu'on leur demande quelques sous pour une collecte *nationale*, le courage de refuser et de s'exposer à être traités de ladres ou de mauvais citoyens?

Il faut pourtant avoir ce courage-là, quand on est socialiste, si l'on veut être conséquent avec ses principes. Le général Dufour était un aristocrate; s'il a, en 1847, fait la guerre au *Sonderbund*, bien d'autres citoyens en ont fait autant; et l'ouvrier qui marchait dans les rangs comme simple soldat avait certainement plus de mérite à exposer sa peau que le général, puisque, s'il était tué, sa mort à lui, obscur combattant, ne devait point lui valoir de renommée, et laisserait peut-être une famille plongée dans la misère. D'ailleurs, en admettant que le général Dufour fût réellement un grand citoyen, ce n'est pas une idée républicaine que de le hisser sur un piédestal. Abattre la colonne Vendôme est d'un républicain; ériger une statue à un général est d'un monarchiste. »

—

Payerne. (Corresp.). Tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des républiques bourgeoises possibles, paraît-il, puisque une des institutions fondamentales de notre société actuelle, l'instruction primaire gratuite et obligatoire, ne cesse de faire des victimes.

Dans l'espace d'un mois seulement, de nombreuses condamnations ont atteint plusieurs familles de notre petite localité, parce que leurs enfants n'assistaient pas régulièrement à l'école, et bien des pauvres pères de famille, ne pouvant payer la lourde amende qui leur était infligée, ont dû faire de longs jours de prison. Dernièrement encore, c'était le tour d'un pauvre vieillard, âgé de plus de soixante-dix ans. Brisé par le travail, atteint d'une maladie nerveuse, ne pouvant suffire aux besoins de sa famille, et cependant trop fier pour aller au bureau de bienfaisance mendier le pain que le bourgeois lui avait volé dans sa jeunesse, il s'était vu forcé d'envoyer sa jeune fille à la fabrique voisine. La petite obole de cette enfant, jointe à celle d'une sœur plus âgée, permettait à cette pauvre famille de vivre. Tout à coup, le vieux père est mandé devant le préfet. Il avait à payer la somme de *cinquante francs* pour les absences scolaires de la jeune fille qu'il avait envoyée à la fabrique. (Dans le canton de Vaud, on paie 20 centimes d'amende par absence scolaire, et comme les enfants sont tenus d'aller à l'école deux fois par jour, cela peut faire 40 centimes par jour). Que faire? où prendre une aussi grosse somme? Sur le travail de ses enfants, peut-être? Il n'y fallait pas songer. Emprunter? mais à qui? Est-ce que le bourgeois prête son capital par amour de l'humanité? Et puis, il aurait toujours fallu rendre la somme prêtée; et avec quoi? Il ne lui restait donc d'autre choix que la prison; et malgré un certificat du médecin attestant sa faiblesse, il fut condamné à 14 jours d'emprisonnement. Ajoutez à cela les frais, et vous aurez un total d'une vingtaine de jours.

C'est sous les verroux que je le vis. Il tenait encore dans sa main une nouvelle citation du préfet, qui le condamnait à douze francs d'amende pour absences scolaires du mois de décembre seulement. « Je ne pensais pas », me disait-il d'une voix tremblante, « voir la prison couronner mes cheveux blancs. »

Eh bien, messieurs les politiqueurs, et vous, adorateurs de la légalité, est-ce donc là ce que vous promettez à l'ouvrier, quand vous l'engagez si fort au respect de la loi et que vous lui recommandez si chaudement vos chères libertés politiques?

Ouvrier, toi qui es toujours la victime de toutes les iniquités sociales, cesse de regarder à travers le prisme de l'idéal. A quoi te servent toutes ces libertés politiques que bien souvent tu n'as obtenues qu'au prix de ton sang? Est-ce que, par exemple, la liberté de coalition a empêché le massacre de Gœschenen? Et quand au 18 mars passé, tes frères, à Berne, portaient le rouge emblème des prolétaires, est-ce que la liberté de manifestation les a préservés des sabres de la police bernoise? On menace d'interdire l'Internationale, et tu parles de liberté d'association? Non, tu le vois, la liberté politique n'est qu'un leurre pour toi qui ne possèdes rien.

Que parlez-vous de liberté?
La pauvreté, c'est l'esclavage,

disait le poète. Ne t'occupe donc plus de la politique bourgeoise; cesse de voter des lois qui, dans les mains du gouvernement, deviennent une arme qu'il dirige contre toi. Abandonne l'urne, et prépare-toi pour la lutte suprême, la Révolution sociale, qui seule te rendra véritablement libre.

A. B.

—

Un des ouvriers victimes de la crise actuelle à Genève nous écrit ce qui suit:

« Hier soir j'ai entendu le dialogue suivant sur la place St-Gervais entre une mère et ses deux petites filles, dont l'une pouvait avoir 9 ans et l'autre huit: elle portait sur les bras un enfant d'un an environ. Ces deux fillettes sortaient d'un café; la mère avait l'air errante avec sa petite sur les bras. L'aînée, voyant sa mère, lui dit: « Maman, je n'ai rien gagné. » La seconde lui dit: « j'ai eu *un sou*. » Et les deux ensemble dirent à leur mère: *J'ai faim!* — Voici la réponse de la mère: « Mes enfants, je n'ai rien mangé aujourd'hui; la petite a mangé un petit pain avec du lait; je ne puis rien vous donner. Vous êtes grandes, tâchez de trouver des restes dans un restaurant. »

Vous dire ce que j'ai ressenti en entendant cette scène, est impossible; les larmes me sont venues, surtout en voyant que je ne pouvais pas même leur donner *un sou*. »

Voilà ce qui se passe dans la ville des millionnaires républicains, des belles dames charitables et du grand bazar national.

—

Fédération du district de Courtelary.

SÉANCES D'ÉTUDE

Lundi 28 courant, à 8 heures du soir, au Lion d'or, à St-Imier;

Jeudi 31 courant, à 9 heures du soir, au Café de l'Etoile, à Sonvillier.

ORDRE DU JOUR:

Organisation des groupes et sections dans la fédération.

Publications socialistes.

(Adresser les demandes comme suit: *Dépôt de publications socialistes, à Sonvillier, Jura Bernois, Suisse).*

	Fr.	Ct.
L'Etat et la Révolution, par A. Arnould	2»	—
Après le coup d'Etat, pr Ad. Clémence	—	»30
Mémoire de la Fédération jurassienne ou histoire de l'Internationale en Suisse (1 volume de plus de 400 pages)	1»	—
L'Empire knouto-germanique et la révolution sociale, par Michel Bakounine (120 pages)	—	»50
La théologie politique de Mazzini et l'Internationale, par Michel Bakounine (112 pages)	—	»50
Compte-rendu du Congrès général de Genève, 1874	—	»25
Compte-rendu du Congrès général de Bruxelles, 1875	—	»80
Compte-rendu du Congrès général de Berne, 1876	—	»60
Almanach du peuple pour 1872	—	»10
» 1874	—	»10
» 1875	—	»10

(Les autres années sont épuisées.)